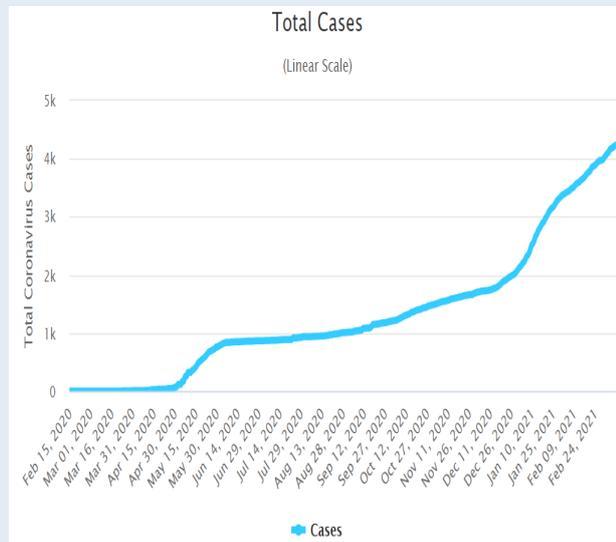


POINTS SAILLANTS

1. Alors que la pandémie suit son cours, les ménages tchadiens sont de moins en moins satisfaits des mesures sociale et économique du gouvernement à la pandémie ;
2. Également, les ménages ne sont pas satisfaits de l'efficacité des mesures prises par le gouvernement visant à empêcher la propagation de la maladie ;
3. Les ménages tchadiens continuent d'être confrontés à des contraintes importantes pour accéder au marché, mais la peur d'être infecté par la pandémie n'est plus considérée comme l'une des principales contraintes ;
4. De plus en plus de ménages, en particulier les plus pauvres et ceux des zones rurales, ont connu une baisse de leur revenu total au cours des six derniers mois en raison de la perte des revenus des entreprises familiales et de la diminution des transferts ;
5. Dans l'ensemble, les ménages tchadiens continuent d'être pessimistes quant à leur bien-être futur ; cependant, la part des ménages qui pensent que leur situation s'est beaucoup détériorée depuis l'épidémie a diminué de 6 points de pourcentage au cours des six derniers mois ;
6. Bien qu'elle ait diminué, l'insécurité alimentaire reste une contrainte énorme pour les ménages tchadiens. Mais, fait encourageant, 8 % des ménages les plus pauvres (quintile 1) sont sortis de l'insécurité alimentaire au cours des six derniers mois.

Cas confirmés de Covid-19



Source: <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/Chad> as of February 24, 2021

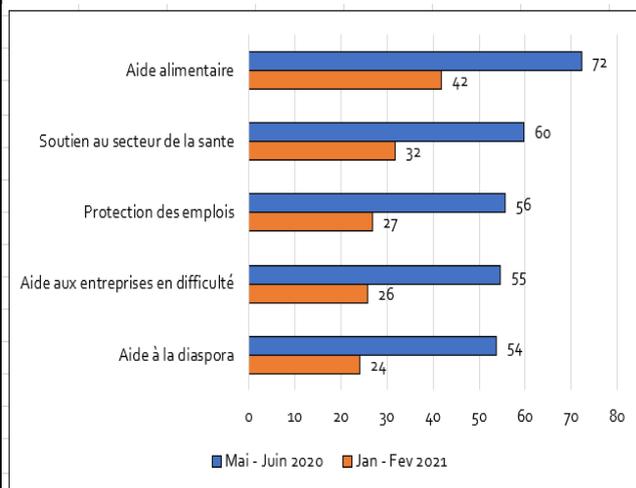


METHODOLOGIE ET SATISFACTION A L'EGARD DES MESURES POLITIQUES

• Méthodologie

Cette note présente les résultats de la troisième vague d'une enquête téléphonique haute fréquence (HFPS) auprès des ménages, représentative au niveau national, au Tchad. L'échantillon du HFPS est basé sur l'Enquête sur les Conditions de vie des ménages et le Secteur Informel (ECOSIT 4), mise en œuvre en 2018/2019 par l'Institut National de la Statistique, des études économiques et démographiques, avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale. Le HFPS a été administré auprès d'un échantillon de 1 902 ménages. Les enquêtes téléphoniques ont été réalisées avec succès auprès de 1 609 ménages, avec un taux de réponse de 84,6 %. Les poids d'échantillonnage ont été ajustés pour s'assurer que l'échantillon interrogé reste représentatif au niveau national. Le questionnaire de l'enquête couvre plusieurs sujets, notamment la connaissance de Covid-19, le comportement, l'accès aux services de base, les filets de sécurité, l'emploi, l'assistance, etc. Les données ont été collectées par 20 enquêteurs sélectionnés parmi ceux qui ont participé à l'enquête précédente (ECOSIT 4). Cette note compare les résultats de la première vague de l'enquête à haute fréquence mis en œuvre en mai-juin 2020 et de la troisième vague mis en œuvre en janvier-février 2021.

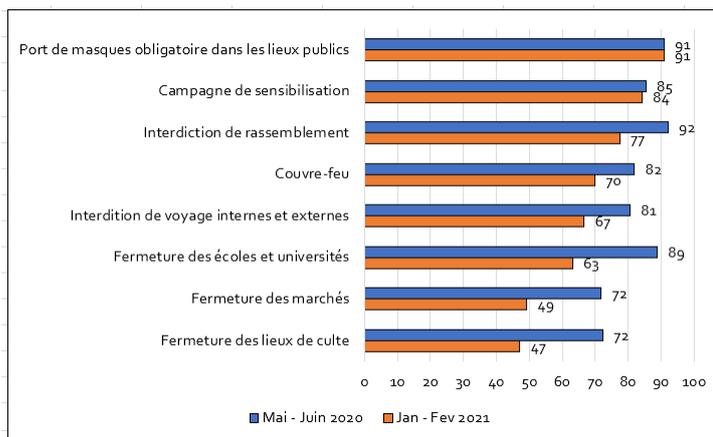
Figure 1 : Part des ménages satisfaits des mesures politiques : Mesures d'intervention économiques et sociales



• Satisfaction à l'égard des mesures politiques

Comme dans de nombreux pays du monde, depuis le début de la pandémie, les gouvernements ont pris diverses mesures économiques et sociales pour empêcher la propagation de la maladie à coronavirus et contribuer à atténuer son impact sur les ménages. Comme le montre la figure 1, les ménages sont de moins en moins satisfaits des mesures économiques et sociales prises par le gouvernement alors que la pandémie se poursuit. En effet, le taux de satisfaction des ménages a chuté de 30 points de pourcentage pour chacune des mesures économiques et sociales prises pour atténuer l'impact de la pandémie (Figure 1). Les ménages sont également moins satisfaits de l'efficacité des mesures visant à prévenir la propagation de la maladie, avec 47% des ménages satisfaits de la fermeture des lieux de culte en janvier-février 2021 contre 72% des ménages il y a six mois (figure 2).

Figure 2 : Part des ménages satisfaits des mesures politiques : Mesures visant à empêcher la propagation du covid-19





ACCESS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Un an après son apparition au Tchad, la pandémie de covid-19 continue d'avoir un impact majeur sur la capacité des ménages à accéder aux services sociaux de base. C'est une préoccupation pour tous les ménages, quelle que soit leur zone de résidence ou leur quintile de bien-être.

Comme le montre la figure 3, de mai-juin 2020 à janvier-février 2021, la part des ménages n'ayant pas accès au marché reste très élevée (environ sept ménages sur dix). Alors que la peur d'être infecté par le Covid-19 était une raison d'inaccessibilité en mai-juin 2020, ce n'est plus le cas et la majorité des ménages semblent connaître l'inaccessibilité au marché par manque d'argent. Les mesures restrictives prises par le gouvernement pour arrêter la propagation de la pandémie, telles que la fermeture du marché et l'interdiction de voyager, ont été partiellement ou totalement levées, réduisant ainsi l'inaccessibilité physique au marché.

L'accès des ménages aux services de santé est resté limité, mais une certaine amélioration a été constatée au cours des six derniers mois. En effet, la part des ménages ayant accès à des soins de santé en cas de besoin a augmenté de 2 points de pourcentage au cours de la période. Les progrès ont été significatifs dans la capitale (augmentation de 10 points de pourcentage) et pour les quintiles supérieurs (augmentation de 7 à 8 points de pourcentage). Dans une moindre mesure, la peur d'être infecté par le covid-19 et l'indisponibilité du personnel médical continuent de limiter l'accès des ménages aux services médicaux. En effet, 3 % et 9 % des ménages qui n'ont pas pu avoir accès aux services médicaux en cas de besoin ont signalé la peur d'être infectés et l'indisponibilité du personnel médical, respectivement. Alors que les ménages ne se sont pas plaints de l'indisponibilité du personnel médical à N'Djamena entre les deux périodes (mai-juin 2020 et janvier-février 2021), la part des ménages qui se plaignent de l'indisponibilité du personnel médical a augmenté de 1,5% à 13 % dans les autres zones urbaines et de 3,9 % à 9,2 % dans les zones rurales.

Figure 3 : Accessibilité du marché

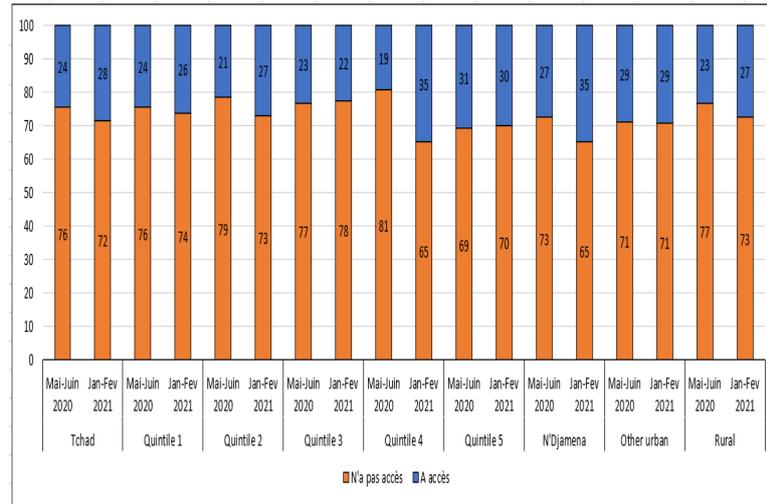
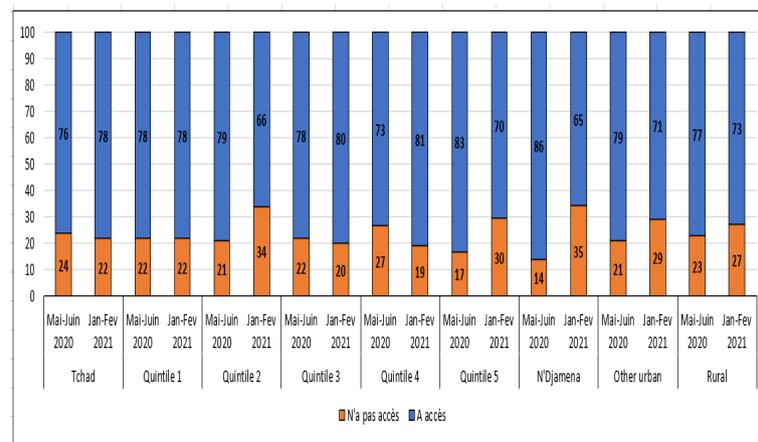


Figure 4 : Accès aux soins de santé en cas de besoin



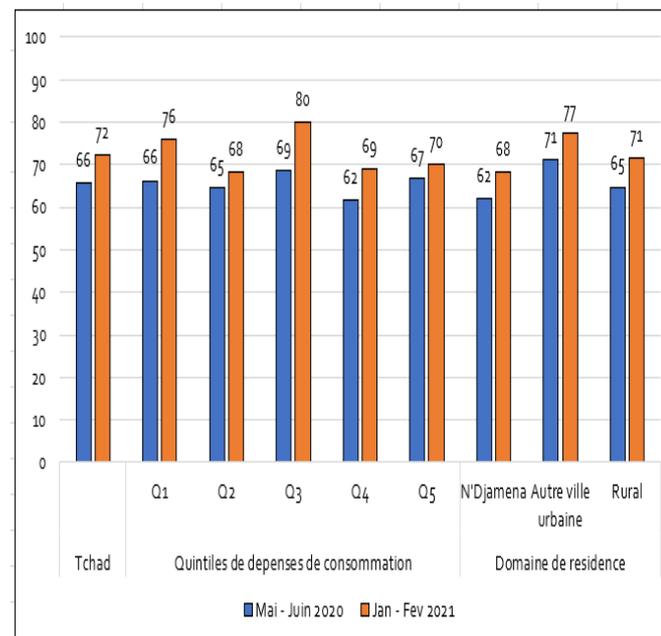
EMPLOI ET REVENU

Alors que l'économie du pays se redresse progressivement, le covid-19 continue d'avoir un impact significatif sur l'emploi et le revenu des ménages. Comme le montre la figure 5, la part des ménages qui ont subi une perte de leur revenu total est passée de 66 % en mai-juin 2020 à 72 % en janvier-février 2021.

La pandémie touche surtout les ménages pauvres par rapport aux non-pauvres. En effet, au cours de la période de six mois, la part des ménages du quintile le plus bas qui ont perdu une partie de leur revenu total a augmenté de 10 points de pourcentage, contre une augmentation de 3 points de pourcentage pour les ménages du quintile le plus élevé (figure 5). Les ménages de la capitale sont moins susceptibles de perdre leur revenu que ceux des autres zones urbaines et rurales, et ce constat est constant dans le temps.

La baisse du revenu total des ménages est en partie due à une réduction de la fréquence et du montant des transferts. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les ménages du quintile le plus pauvre. En effet, la part des ménages du quintile inférieur qui ont subi une baisse des transferts et de l'aide a augmenté de deux points de pourcentage au cours des six derniers mois, tandis que la part des ménages du quintile supérieur qui ont subi une réduction des transferts a diminué de six points de pourcentage au cours de la même période.

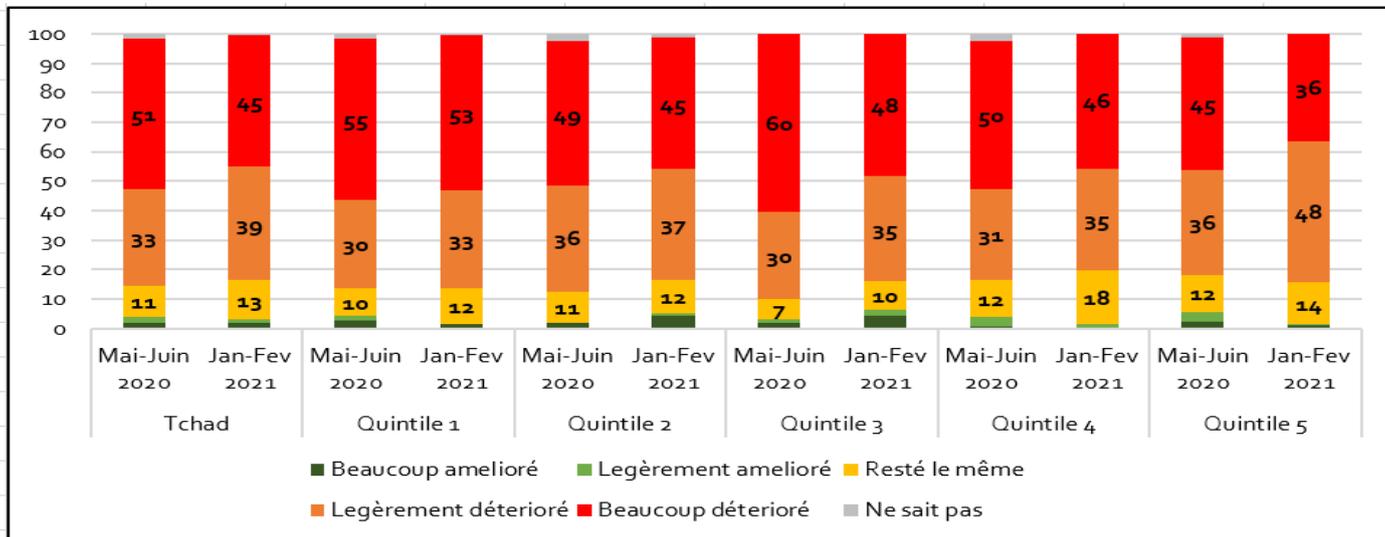
Figure 5 : Part des ménages ayant subi une baisse du revenu total





Dans l'ensemble, les ménages tchadiens sont pessimistes quant à leurs conditions de vie futures, car la part des ménages qui pensent que leur bien-être s'est détérioré depuis l'épidémie est restée la même au cours des six derniers mois (figure 6). Cependant, la part des ménages qui pensent que leur situation s'est fortement détériorée diminue, passant de 51 % en mai-juin 2020 à 45 % en janvier-février 2021. Cependant, le déclin du pessimisme des ménages est relativement lent pour les ménages du quintile inférieur par rapport à leur homologue du quintile supérieur. Au cours des six derniers mois, la part des ménages du quintile inférieur (quintile 1) qui pensent que leur bien-être s'est beaucoup détérioré a diminué de deux points de pourcentage contre neuf points de pourcentage pour les ménages du quintile supérieur (quintile 5).

Figure 6 : Perception des ménages sur leur bien-être depuis l'apparition de la Covid-19



INSECURITE ALIMENTAIRE

Dans l'ensemble, l'insécurité alimentaire a diminué dans le pays au cours des six derniers mois, passant de 95 à 89 pour cent. Toutefois, la part des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère a augmenté de trois points de pourcentage au cours de la même période. Cette augmentation s'est produite principalement dans les autres zones urbaines (8 points de pourcentage) et rurales (2 points de pourcentage).

L'insécurité alimentaire reste un problème majeur pour les ménages les plus pauvres, puisque neuf d'entre eux continuent à être confrontés à cette situation, dont six ménages sur dix en situation d'insécurité alimentaire sévère (figure 8). Il est encourageant de constater que 8 % des ménages les plus pauvres (quintile 1) sont sortis de l'insécurité alimentaire au cours des six derniers mois. Il s'agit d'une amélioration légèrement supérieure à celle des ménages les plus riches, dont 5 pour cent ont été sortis de l'insécurité alimentaire au cours de la même période. En effet, suite à la pandémie de covid-19, le gouvernement et ses partenaires ont fourni un soutien social aux ménages par la distribution d'argent et de nourriture, qui a principalement ciblé les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. De plus, le processus de réouverture a favorisé un meilleur approvisionnement du marché, réduisant le prix des aliments de base et donc l'insécurité alimentaire. La récolte qui s'est déroulée de septembre à décembre a également permis aux ménages les plus pauvres qui tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture d'améliorer leur sécurité alimentaire.

Figure 7 : Insécurité alimentaire par domaine de résidence

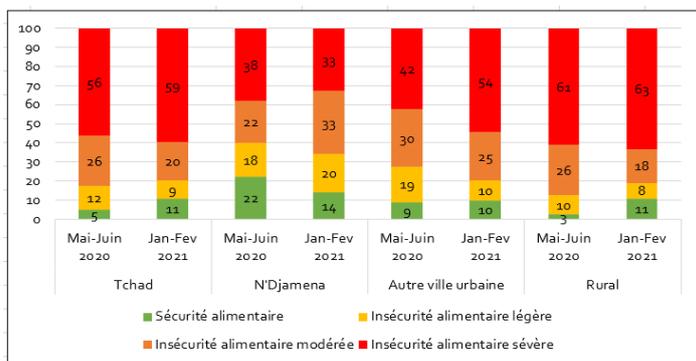


Figure 8 : Insécurité alimentaire par quintiles de dépenses de consommation

